



Communication & Influence

N°84 - Juillet - Août 2017

Quand la réflexion accompagne l'action

Dix ans de politique étrangère atlantiste ou une diplomatie sous influence : le décryptage d'Hadrien Desuin

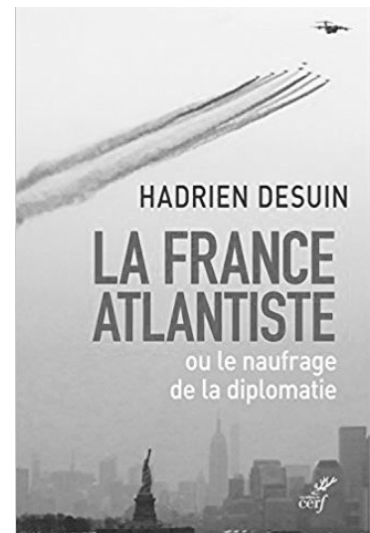
Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Comment, en l'espace d'une décennie, la France a-t-elle pu renier les vestiges de son héritage gaullien pour se soumettre aux visées d'un réseau néoconservateur ultra-atlantiste, qui a réorienté de fond en comble notre politique étrangère ? Dans son essai La France atlantiste (Cerf, 2017), Hadrien Desuin explique comment ce courant a procédé à une surenchère permanente à l'égard des Etats-Unis, politique qui, in fine, s'est révélée être un désastre pour notre pays.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Hadrien Desuin met très habilement en relief la logique intime de cette stratégie d'influence. Fin connaisseur des arcanes géopolitiques, ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, il montre comment ce réseau puissant, implanté au cœur



même de l'Etat, a fait du jeu des idées et de la maîtrise des concepts un outil d'une remarquable efficacité au service d'une idéologie messianique, avec des conséquences concrètes tragiques pour notre image, notre identité et surtout notre devenir.

Vous dénoncez dans votre livre le rôle joué par les néoconservateurs du Quai d'Orsay pour infléchir la politique étrangère de la France. Cela revient à poser la question du jeu des idées dans l'arène géopolitique, autrement dit de l'influence que peuvent exercer les idées sur la gestion concrète de notre diplomatie.... ?

Ce qui fait bouger les peuples, ce sont indéniablement les idées, les représentations mentales, morales, en un mot "idéales", auxquelles on peut donner toutes sortes de noms. Dans le cas particulier qui nous occupe ici, un

certain nombre de gens sont intimement persuadés que les Etats-Unis sont une forme de préfiguration du monde futur. En l'occurrence, nous avons affaire ici à des Français qui se veulent plus Américains que les Américains et qui communient dans ce même idéal, dont l'écrivain contemporain Bernard-Henri Lévy incarne l'archétype. Il s'agit de réaliser ici et maintenant cette grande société kantienne où les nations n'existeront plus, où de grandes structures et des élites "éclairées" imposeront la règle démocratique à l'échelle planétaire. Ces néoconservateurs, qui fréquentent les



grands think tanks américains, n'apprécient d'ailleurs pas l'ère Obama. Ils jugent l'homme trop prudent, trop hésitant, en un mot trop timoré pour accomplir leurs projets. De par ses origines et son éducation, Obama était un politique ouvert sur le monde, ayant de ce dernier une perception subtile et polyphonique. En ce sens, Obama déchiffrait avec beaucoup de finesse les jeux de puissance à l'œuvre dans notre monde et se défiait des approches abruptes, idéologiques et partisans. Après les douteuses expéditions d'Irak et d'Afghanistan, il avait notamment compris qu'il ne

servait à rien de vouloir exporter la démocratie à tout prix, y compris par la force. Dès lors, son attitude ne pouvait convenir au clan néoconservateur. De fait, Obama s'est montré beaucoup plus réaliste en politique étrangère que Sarkozy ou Hollande.

Cette admiration des Etats-Unis vus comme modèle de l'ordre planétaire à venir n'est pas un fait nouveau. Il a toujours existé une

frange de Français ouvertement pro-Américains. Pour la petite histoire, souvenons-nous que la statue de la liberté de New-York a été financée en grande partie par des donateurs français et construite par des artistes et ingénieurs français. Il s'agissait de commémorer le centenaire de la Déclaration d'indépendance américaine, mais aussi de

saluer la victoire des Etats du Nord sur le Sud lors de la guerre de Sécession, quelques années plus tôt, nombre de Français ayant été fort marris de l'assassinat de Lincoln. Aujourd'hui, cette frange de Français néoconservateurs est structurée au sein de réseaux solides et réellement influents, disposant de relais et de moyens puissants, notamment dans

l'univers des médias, ayant leurs revues, leurs cénacles, leurs think-tanks. Ces *opinion makers*, au sens propre du terme, accompagnent l'émergence d'une génération post-guerre froide, qui a été nourrie par l'idéologie des droits de l'homme, sans frontières, mondialiste, qui a sa logique à elle, en rupture avec les modèles classiques.

Ces acteurs néoconservateurs sont influents de par les postes qu'ils occupent, où ils sont d'autant plus actifs qu'ils ont une perception quasiment messianique du rôle qui est le leur. En matière de politique étrangère, ils sont fortement implantés au Quai d'Orsay. L'historien Justin Vaïsse, nommé par Laurent Fabius en 2013 à la tête du CAPS – Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères – a joué un rôle-moteur en ce domaine. Ces hauts fonctionnaires du Quai sont d'autant plus en position dominante que les militaires sont effacés. Les ambassadeurs font de la politique à l'état pur là où les militaires se taisent, apparaissent comme paralysés ou relégués dans des fonctions purement techniques ou de soutien, sans être en réalité jamais associés à la réflexion stratégique. On peut d'ailleurs noter que la France souffre d'une coupure réelle entre le monde militaire et le monde civil, coupure qui n'existe pas outre-Atlantique où les

passerelles sont au contraire nombreuses entre ces univers. Ces diplomates néoconservateurs exercent en France une influence réelle, ouvertement atlantiste et allant-même au-delà. Ils ne sont pas suiveurs à l'égard des Etats-Unis, ils sont en vérité dans une surenchère permanente à leur endroit. Même peu nombreux, ils bénéficient d'une solide architecture et constituent une mécanique bien huilée, implantée au cœur de l'Etat, qui n'a pas pour but la défense des intérêts supérieurs de la France, mais la réalisation d'une vision eschatologique à visée mondiale. Leur force, outre leurs relais financiers et médiatiques, est d'être installés dans les hauts rouages de l'appareil d'Etat, d'avoir de vraies fonctions de conseil, d'orientation et surtout de décision. C'est d'autant plus important qu'en France - à la différence du monde anglo-saxon - rien ne peut vraiment se faire sans l'Etat. Les entreprises et le monde du privé n'entrent que très peu dans ces jeux. D'où la position dominante, la position-clé serais-je tenté de dire, que ces réseaux ont au sein de la diplomatie française.

Est-ce à dire que la France est un pays sous influence ?

Tous les pays subissent, à des niveaux divers, des influences. Le tout est de savoir si ces influences sont déterminantes pour notre devenir, si elles sont susceptibles de modifier notre liberté de penser et d'agir. Il est clair que les pétromonarchies du Golfe exercent une influence directe sur nos gouvernants et interagissent avec notre politique étrangère [voir *Communication & Influence* n° 83, mai-juin 2017, *Diplomatie religieuse, soft power saoudien et fabrication de l'ennemi : le décryptage de Pierre Conesa*]. L'opinion a besoin de sentiments, de rêves, en un mot d'illusions et d'émotions qui tour à tour l'irritent ou la rassèrent. Il suffit de lui montrer des images - vraies ou fauses - d'actes ignobles (cf. les "charniers" de Timisoara en 1989 ou l'affaire des couveuses au Koweït en 1990) pour qu'elle exige une action immédiate. Le recours à la force est alors entériné et légitimé par le biais de l'opinion publique.

Ces actions politico-médiatiques jouent à l'évidence un rôle de levier dans la manipulation des perceptions. Il n'y a plus de temps pour la réflexion, le jeu diplomatique classique, la mise en perspective des événements. Le temps médiatique efface le temps stratégique. Et simultanément, ce désir d'action militaire immédiate s'accompagne du refus de voir mourir nos soldats. Comme un enfant gâté, l'opinion veut immédiatement tout et son contraire, les avantages de la conscience tranquille sans mort, les droits sans les devoirs. En fait, nous évoluons là dans une logique puérile de jeux vidéos, coincés entre l'immédiateté, les bons sentiments et l'impitoyable logique du réel. Les politiques sont dès lors sommés d'obéir à cette dictature du passionnel. Et il faut malheureusement reconnaître que cette attitude de déconnexion grandissante à l'égard de la réalité se fait sentir chaque jour davantage. On croit évacuer les morts de la promenade des Anglais à Nice ou du Bataclan à Paris en multipliant les bougies, les marches blanches et autres supports psychologiques, il n'en demeure pas moins que la cruelle réalité perdure. Sous cet angle, nous sommes effectivement sous influence, influence de l'émotion, de l'immédiat et de l'image. De fait, la France n'est plus aujourd'hui un élément du règlement des crises mondiales, elle se révèle bien plutôt être un sujet de crise en tant que telle. ■

Cette frange de Français néoconservateurs est structurée au sein de réseaux solides et réellement influents, disposant de relais et de moyens puissants.

Ces diplomates néoconservateurs ne sont pas suiveurs à l'égard des Etats-Unis, ils sont en vérité dans une surenchère permanente à leur endroit.

EXTRAITS

L'ultra-atlantisme ou l'extraordinaire influence exercée par le modèle américain sur la politique étrangère de la France de cette dernière décennie

Dans l'introduction à son essai La France atlantiste (op. cit.), Hadrien Desuin cadre d'emblée son projet, en mettant en évidence le fait qu'en une décennie, la France a rompu avec une longue tradition d'indépendance en matière de politique étrangère. Cette mise en perspective est d'autant plus intéressante pour ceux qui cherchent à comprendre les mécanismes du soft power que c'est bel et bien cette fascination pour des idées fortement imprégnées de messianisme qui a entraîné des conséquences dramatiques pour notre diplomatie. De fait, l'influence exercée par des idées déconnectées des réalités se trouve avoir, paradoxalement, des effets bien concrets (en l'occurrence dévastateurs) sur cette même réalité. L'immatériel modèle alors le matériel. Démonstration.

A trop rêver américain...

"Tout advient comme si l'Europe, repentie de son effroyable histoire contemporaine, tentait de plagier la mythique création de l'Amérique et de s'instituer en deuxième Cité sur la Colline, moins dominée d'ailleurs que ralliée, afin de bâtir une réalité idéale parce que sortie de l'histoire. La nouvelle frontière européenne se placerait au-dessus des turpitudes nationalistes et des intérêts égoïstes au point que, par ses seules valeurs et son seul désintéressement, l'Union guiderait l'humanité vers la Sécurité collective. C'est en ce sens qu'on peut parler d'ultra-atlantisme. A trop rêver américain, Paris a voulu dépasser Washington en s'affichant une absolue intransigeance sur la démocratie et les droits de l'Homme. Au point, paradoxalement, d'avoir gêné la diplomatie plus réaliste d'un Barack Obama."

Quand Paris se réfugie dans les postures morales et humanitaires, préférant les slogans aux réalités

Hadrien Desuin explique ensuite que son essai a pour objectif de "montrer comment ce basculement s'est considérablement accéléré au cours de cette dernière décennie, entre 2007 et 2017. Certes, Pompidou, Giscard, Mitterrand puis Chirac ont, chacun à sa manière, édulcoré la logique gaulliste et renoncé peu à peu à une diplomatie indépendante. Ils n'ont toutefois pas rompu avec les principes fondateurs de la République héritière de la Monarchie. Mais en dix ans, sous la férule conjointe du centre-droit et du centre-gauche, la France a définitivement refermé la parenthèse gaullienne. Elle est revenue à la position de dépendance stratégique qu'elle a subie sous la IV^e République. La synthèse atlantiste de la démocratie-chrétienne et du social-libéralisme a trouvé dans Bruxelles un moyen de dévoyer les anciens rêves de souveraineté et d'influence de notre pays. Que ce soit sous Alain Juppé ou Laurent Fabius, la dévolution stratégique concédée par le Quai d'Orsay a été menée avec d'autant plus de facilité qu'elle s'est légitimée d'une parfaite convergence avec la doctrine wilsonienne qui est de mise dans la Commission européenne ou au sein de l'OTAN. A savoir, la priorité accordée à l'édification d'une sécurité collective dérivant du droit international et la recherche d'une paix perpétuelle découlant d'une ligue des démocraties. En moins de deux quinquennats, Paris a ainsi rejoint le rang des petits pays européens sans marge de manœuvre et la classe politique française s'est réfugiée dans des postures morales et humanitaires. Partant, elle s'est désintéressée des conséquences stratégiques d'une politique étrangère émotionnelle, préférant les slogans aux réalités et ce, parfois, pour le plus grand malheur des populations aveuglément soumises à d'inextricables conflits."

Face au chaos planétaire, les peuples se rebiffent

"Aujourd'hui, l'Europe traverse une crise inédite. L'histoire, en sa dimension inéluctablement tragique, retrouve toute sa force d'évidence. Face au chaos planétaire, les peuples se rebiffent. Les nations veulent reprendre leur indépendance. Les élites qui se pensent éclairées préfèrent continuer à se réfugier sous l'aile américaine pour les unes, poursuivre la fuite en avant fédérale pour les autres, voire les deux. Dans le monde multipolaire qui se met en place, notre tentation d'imposer des valeurs abstraites à l'entière humanité accentue plus qu'il n'atténue le désordre international." (*La France atlantiste*, op.cit., p.11 à 14)

EXTRAITS

Une diplomatie sous influence ?

Dans les dernières pages de son essai La France atlantiste (op. cit.), Hadrien Desuin invite à revenir aux fondamentaux qui ont fait la grandeur de la politique étrangère de la France. D'où ce rappel d'un propos tenu par le général de Gaulle, rapporté par son ancien ministre Alain Peyrefitte : "Voyez-vous, la France est souveraine. Ou plutôt elle le redevient, ce qui ne lui était pas arrivé depuis la Première Guerre. Elle s'était blottie à l'ombre des Anglais dans l'entre-deux-guerres, puis des Américains après la Seconde. Tout ça, c'est fini. La France a fini de se blottir"... Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'en sera-t-il demain ?

Les désastreux résultats du néoconservatisme à la française

"A la vérité, les politiques étrangères des deux présidents qui se succédèrent de 2007 à 2017, l'un de droite, l'autre de gauche, étaient interchangeables dans leurs principes et le furent, à peu de choses près, dans leurs effets. En dépit de leur hostilité personnelle, Nicolas Sarkozy et François Hollande s'imposèrent ainsi comme le Janus bifrons d'un abandon de la diplomatie française à l'hyper-atlantisme, quand bien même cette abdication fut mal assumée de part et d'autre.

"Pendant une décennie, au nom de l'indépendance nationale, ce fut donc une version pro-américaine de nos relations extérieures qui domina. Gagnée par le néoconservatisme à la française, la nouvelle politique étrangère sous Sarkozy-Hollande n'eut pas les résultats escomptés. Marginalisée en Europe, négligée aux Etats-Unis, quoiqu'applaudie par les faucons des partis républicain et démocrate, elle se cantonna aux seconds rôles. Poussée par la cruelle urgence de soutenir nos grands groupes industriels, le Quai d'Orsay épousa la ligne de leurs principaux clients du Golfe tout en continuant à prêcher les Droits de l'Homme. Mouche du coche d'Obama, la France ne fut pas à la hauteur de son histoire."

L'impérieuse nécessité d'en revenir à la RealPolitik

"En réalité, la nouvelle diplomatie française voulut abolir la frontière entre la politique intérieure et la politique extérieure et ce, au détriment de nos intérêts à long terme. De sorte que la France n'eut plus de politique étrangère *stricto sensu*. Elle ne décida plus en pleine indépendance. Ses décisions diplomatiques furent prises en fonction d'intérêts politiques se déclinant en séquences de communication ou en échappatoires aux mauvais sondages. Les deux présidents crurent ainsi, chacun à son tour, pouvoir se façonner une image de commandant-en-chef apte à combler le sentiment de leur impuissance, l'aggravant du même coup.

"C'est désormais assez. Afin de couper court à l'utopie périlleuse de la démocratie universelle qui se décompte en de chaotiques ingérences militaro-humanitaires, il nous faut revenir, au sein d'un monde multipolaire, aux principes fondateurs de la raison d'Etat et de l'équilibre des forces. Constitutifs de notre histoire et de notre identité, ils ont permis à la France d'être ce qu'elle est aujourd'hui. Un pays qui a su dépassionner les relations extérieures et rationaliser les rapports interétatiques tant notre nation est sans doute celle qui a le mieux conceptualisé et le mieux appliqué le réalisme à la sphère des affaires étrangères."

Que faire ?

"Sur le modèle de la sécession qui advint en 1965-1966, une nouvelle rupture est nécessaire. Une prise de distance avec Bruxelles, siège commun de l'Union européenne et de l'OTAN qui désormais se confondent, est la condition *sine qua non* pour que la diplomatie française renoue avec elle-même. A se rêver trop grande, la France a fini par dissoudre ses valeurs et ses intérêts dans les méandres du fédéralisme et du multilatéralisme qui ont entraîné sa vassalisation. Agitant son autonomie, elle n'a fait, à fronts renversés, que se soumettre.

"Un retour aux fondamentaux de la V^e République s'impose. Aux Etats-Unis, l'élection de Donald Trump redonne à l'Amérique le visage d'une puissance décomplexée. En Europe, la spirale de l'échec, qui aspire l'Union semble irrésistible. Partout ailleurs, le monde tremble sur ses bases. Plus que jamais, la France doit retrouver l'intégrité de son indépendance et la singularité de sa voix." (*La France atlantiste*, op. cit., p.188 à 190)

EXTRAITS

Du gaullisme au néoconservatisme, luttes d'influences au Quai d'Orsay

Dans un entretien publié le 2 juin dernier dans les colonnes du Figarovox, Hadrien Desuin montre comment, en une décennie, l'intérêt supérieur de la France a été sacrifié "au nom de concepts abstraits sur l'autel de la diplomatie internationale". De cet échange intitulé Du gaullisme au néo-conservatisme, comment la diplomatie française est devenue atlantiste, nous avons repris ci-après trois questions-réponses concernant plus particulièrement la thématique de l'influence dans le rapport qu'elle entretient avec la sphère diplomatique.

Comment, traditionnellement, se caractérisait la position diplomatique de la France?

"Grande puissance européenne, la France avait toujours su jouer des rivalités des grandes puissances pour tenir son rang de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'était le sens des ouvertures de de Gaulle vers l'URSS ou vers la Chine mais aussi ce qu'on appelait le Tiers-Monde. Ce qui a changé au cours de la décennie 2007-2017, c'est l'absorption pleine et entière (hors nucléaire) dans les structures militaires de l'OTAN. Le bouclier antimissile américain en Europe de l'Est diminue parallèlement l'intérêt de notre force de frappe. Parfois, la France a tellement voulu jouer les bons élèves de Washington, qu'elle a dépassé le maître et contribué à placer des pays comme la Libye ou la Syrie dans des situations analogues à l'Irak post 2003.

"Le général de Gaulle avait décidé de quitter en 1966 les structures militaires intégrées de l'alliance après des années de discussions assez vives sur la direction politique de cette alliance. Autrement dit, la France quittait le noyau dur de l'OTAN ayant constaté que le directoire tripartite de 1949 composé des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France n'existait pas. Il profite de l'émancipation nucléaire et coloniale de la France pour faire un pas de côté par rapport à l'alliance atlantique. La France est de nouveau indépendante.

"Au sommet de l'OTAN de Strasbourg-Kehl de 2009, Nicolas Sarkozy accepte de réintégrer le comité militaire intégré en échange de quelques postes d'officiers généraux. Le pilier européen de l'OTAN qui était présenté comme la condition préalable à cet accord n'a jamais été sérieusement garanti. Il s'agissait d'assumer et d'officialiser une réintégration qui s'était progressivement reconstituée de facto depuis le bombardement de Belgrade."

Existe-il un néoconservatisme à la française? De quand date-t-il? Peut-on percevoir une continuité dans les affaires internationales entre Nicolas Sarkozy et François Hollande?

"En 2012, il n'y a pas eu d'alternance en politique étrangère. Le passage de relais entre Alain Juppé et Laurent Fabius a été très fluide. Un grand Moyen-Orient démocratique devait forcément surgir des Printemps arabes. Le néoconservatisme à la française est un mouvement bien connu. Jean Birnbaum dans *Les Maocidents* (éd.Stock) a très bien décrit l'origine de la chose. Ses membres les plus célèbres sont Bernard-Henri Lévy, Bernard Kouchner ou André Glucksman. Beaucoup sont d'anciens maoïstes qui ont fait leurs premières armes contre l'URSS dans les années 70 et 80. Ils en veulent à Moscou d'avoir trahi leurs idéaux de jeunesse. Ils ont définitivement rallié la bannière américaine dans les années 90 pensant qu'elle serait l'amorce d'une mondialisation démocratique et cosmopolite. Venus de la gauche et du monde associatif, ils ont soutenu George W. Bush en 2003 en Irak à rebours de l'opinion publique de l'époque. Il s'agissait selon eux d'une guerre humanitaire qui devait délivrer le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein. Dix ans plus tard, malgré un bilan désastreux, ils ont remporté la bataille des idées et surtout des places. Les atlantistes sont très présents dans les différentes directions de planification et de réflexions stratégiques au Quai d'Orsay ou au ministère des Armées. Le principal think tank "néo-cons" est d'ailleurs la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) qui est sous tutelle financière de l'État. Le journaliste Vincent Jauvert a dressé la liste de "la secte" néo-conservatrice dans son best-seller *La face cachée du Quai d'Orsay* (éd. Robert Laffont). Thérèse Delpéch, qui fut son égérie jusqu'à son décès est probablement celle qui a fait le pont avec la maison mère américaine."

Vous démontrez l'imposture de la notion oxymorique de "guerre humanitaire" de Bernard Kouchner. Est-ce à dire que la diplomatie doit se passer complètement de la morale?

"Absolument. Les expressions comme "soldats de la paix" prêtent à confusion. Un soldat fait la guerre. Son objectif est de détruire l'ennemi. Un diplomate doit négocier avec l'adversaire. Il ne sert à rien de pérorer entre amis sur la grandeur de ses idéaux. Ce n'est pas un prophète ou un humanitaire qui appelle les populations à s'aimer les uns les autres.

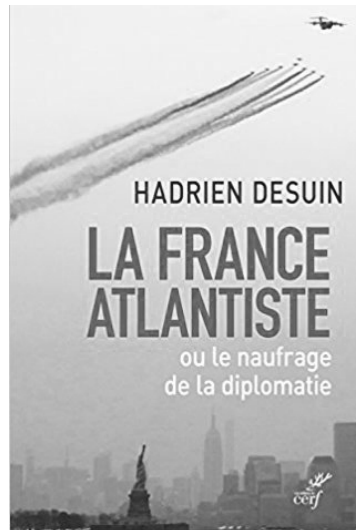
"Une intervention militaire doit être possible uniquement dans le cadre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Ce conseil oblige à une négociation entre les grandes puissances. C'est une garantie pour préserver les équilibres du monde et un garde-fou contre la politique des bonnes intentions. Lesquelles mènent le plus souvent à la catastrophe, non seulement militaire mais aussi humanitaire. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder l'état de l'ex-Yougoslavie, de la Somalie, de l'Afghanistan et bien sûr de l'Irak."

L'intégralité de cet échange peut être téléchargée sur: <http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/2017/06/02/31002-20170602ARTFIG00174-du-gaullisme-au-neo-conservatisme-comment-la-diplomatie-francaise-est-devenue-atlantiste.php>

BIOGRAPHIE

Ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr puis de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, Hadrien Desuin a réalisé son master II en relations internationales et stratégie au Caire en 2005, à l'occasion de son détachement au Centre d'études et de documentation économique, juridique et social (CNRS/MAE). Il a d'abord travaillé sur la question des chrétiens d'Orient, de leurs diasporas et de leurs conséquences dans la politique extérieure de l'Égypte.

Après une première expérience militaire, il a dirigé avec quelques amis le site *Les Conversations françaises* de 2010 à 2012. Aujourd'hui, il est l'auteur de nombreux articles et chroniques diplomatiques à *Causeur*, *Conflits*, *FranceInfo*, *FigaroVox*, *Valeurs Actuelles*, *La Nef* et *La Revue des deux mondes* où il suit l'actualité géopolitique dans le monde. A 34 ans, il publie en avril 2017 un premier essai remarqué, *La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie*, aux éditions du Cerf. Il y dénonce, entre autres, la mainmise d'un petit groupe de néoconservateurs sur la réflexion et l'action stratégique en France. Ce qui s'est traduit par dix années d'ultra-atlantisme de 2007 à 2017.



Ce n'est pas un hasard si Hadrien Desuin a placé en exergue de son livre cette citation du politologue américain d'origine polonaise Zbigniew Brzezinski (qui fut le conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter) : "L'Europe de l'Ouest reste dans

une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires", (Le Grand Echiquier).

Hadrien Desuin prêche dans son essai en faveur d'une approche réaliste des relations internationales. D'où son recours à cette analyse de Régis Debray: "A l'origine, il y a une erreur essentielle qui demeure. Croire que les relations internationales n'ont pas d'originalité propre, qu'elles sont la transposition dans l'espace et dans le temps des relations internes ; que le même processus historique qui a conduit à la formation de l'Etat de droit, garantissant l'ordre et rendant possible le développement d'une démocratie interne, doit se développer à l'échelle mondiale. Qu'il est possible d'"échapper à la loi des patries" (Jaurès) et de fonder l'ordre et la démocratie internationale sur la constitution d'un Etat fédératif de tous les Etats." Hadrien Desuin pointe ainsi du doigt le concept de "guerre humanitaire", "synthèse hybride entre le courant doctrinaire atlantiste et belliciste d'une part et la mouvance associative des droits de l'homme d'autre part. Il relève du glissement des idéaux du pacifisme humaniste militant vers la notion de responsabilité militaire protectrice. L'ingérence marque la tentative de légitimer par le droit international n'importe quelle guerre au nom de principes supérieurs, indéniablement nobles mais aux conséquences incalculables et aux effets souvent désastreux." (*La France atlantiste*, op. cit., p.26).

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Hadrien Desuin va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action